

**PARTI LIBRE**  
**ÉTATS FINANCIERS**  
**31 DÉCEMBRE 2020**

**PARTI LIBRE**  
**ÉTATS FINANCIERS**  
**31 DÉCEMBRE 2020**

**TABLE DES MATIÈRES**

---

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT	1 - 2
RÉSULTATS	3
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET	4
BILAN	5
FLUX DE TRÉSORERIE	6
NOTES COMPLÉMENTAIRES	7 - 9
RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	10 - 23

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

**À la direction du PARTI LIBRE**

### **Opinion avec réserve**

J'ai effectué l'audit des états financiers du Parti Libre (le « Parti ») qui comprennent le bilan au 31 décembre 2020, les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve » de mon rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du parti au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### **Fondement de l'opinion avec réserve**

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du Parti libre conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada, et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit avec réserve.

Cependant, comme c'est le cas dans de nombreux organismes sans but lucratif, le parti tire des produits d'adhésions et de contributions dont il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. De plus, les partis politiques doivent respecter des règles pour les contributions politiques et le Parti libre n'a pas respecté certaines de ces règles, voir la note 6 sur l'éventualité. Par conséquent, je n'ai pas pu déterminer si certains redressements pourraient devoir être apportés aux montants des produits de contribution et d'appariement, de l'excédent des produits sur les charges et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 ainsi que les chiffres comparatifs de l'exercice terminé le 31 décembre 2019 et de l'actif net négatif au 31 décembre 2020.

### **Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément à l'article 113 de la Loi électorale et selon le Bulletin B-1 publié en janvier 2015, j'ai également audité les colonnes annuelles et électorales de la catégorie «Parti» de l'annexe Cadre de référence relatif aux sources et à l'utilisation du financement, ainsi que les colonnes «Parti (exercice courant)» du tableau I Revenus, du tableau II Dépenses et du tableau III État de la trésorerie présentés en annexe aux états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Parti à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploration et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Parti ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Parti.

## **Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Parti;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Parti à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Parti à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

---

Par Chantal Famelart, CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A128874

Laval, le 28 avril 2021

**PARTI LIBRE**  
**RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
	\$	\$
<b>PRODUITS</b>		
Revenus d'appariement	42 000	63 950
Contributions	16 800	33 950
Allocation du Directeur général des élections	4 216	4 139
Remboursement des frais d'audit	1 437	2 069
	<b>64 453</b>	104 108
<b>CHARGES</b>		
Honoraires de gestion et autres rémunérations	44 800	100 100
Frais de déplacement	12 500	24 583
Frais d'audit	2 874	4 139
Frais de bureau	575	752
Site web	390	2 430
Amortissement de l'équipement informatique	354	115
Intérêts sur les effets à payer	---	34
Intérêts et frais de banque	270	336
	<b>61 763</b>	132 489
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>2 690</b>	<b>(28 381)</b>

**PARTI LIBRE**  
**ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	Investi en immo- bilisations	Non Affecté	<b>Total 2020</b>	Total 2019
	\$	\$	\$	\$
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	654	(2 660)	<b>(2 006)</b>	26 375
Excédent (insuffisance) des produits sur les changes	(354)	3 044	<b>2 690</b>	(28 381)
Acquisition d'immobilisations corporelles	1052	(1 052)	---	---
<b>SOLDE À LA FIN</b>	1 352	(668)	<b>684</b>	(2 006)

**PARTI LIBRE  
BILAN  
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	\$	\$
<b>ACTIF</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Encaisse	133	466
Débiteurs (note 3)	4 687	2 120
	<b>4 820</b>	<b>2 586</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)</b>	<b>1 352</b>	<b>654</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>6 172</b>	<b>3 240</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>À COURT TERME</b>		
Créditeurs et frais courus (note 5)	5 488	5 246
<b>ACTIF NET</b>		
Investi en immobilisations	1 352	654
Non affecté	(668)	(2 660)
<b>TOTAL DE L'ACTIF NET</b>	<b>684</b>	<b>(2 006)</b>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET</b>	<b>6 172</b>	<b>3 240</b>

**ÉVENTUALITÉ (note 6)**

**ACCEPTÉ ET APPROUVÉ PAR :**

**PARTI LIBRE**  
**FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
	\$	\$
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Exédent (insuffisance) des produits sur les charges	2 690	(28 381)
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
- amortissement des immobilisations	354	115
	3 044	(28 266)
Variation nette des éléments hors trésorerie liés au fonctionnement	(2 325)	13 517
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b>719</b>	<b>(14 749)</b>
Acquisition d'une immobilisation corporelle	(1 052)	(769)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement des effets à payer	---	(1 700)
<b>DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(333)</b>	<b>(17 218)</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>	<b>466</b>	<b>17 684</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>	<b>133</b>	<b>466</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**PARTI LIBRE**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

## **1- IDENTIFICATION ET NATURE DES ACTIVITÉS**

---

Le Parti libre est un parti politique autorisé par le directeur général des élections le 2 décembre 2016 en vertu de la Loi électorale du Québec.

## **2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

---

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) ainsi que les directives du Directeur général des élections et comprennent les principales méthodes comptables suivantes:

### **Utilisation d'estimation**

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction utilise des estimations et des hypothèses qui affectent les montants de l'actif et du passif comptabilisés, l'information sur les éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que le montant des produits et des charges comptabilisés au cours de l'exercice. Les renseignements réels pourraient être différents de ceux établis selon ces estimations et hypothèses.

### **Instruments financiers**

#### *Évaluation initiale et ultérieure*

Le Parti évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse et des débiteurs. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent des créditeurs et frais courus.

### **Dépréciation**

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée aux résultats.

### **Comptabilisation des produits**

Le Parti applique la méthode du report pour la comptabilisation des apports.

Les produits découlant des contributions politiques sont comptabilisés sur la base des encaissements, les produits des adhésions sont enregistrés dans l'exercice auquel ils se rapportent et l'allocation du Directeur général des élections et les autres produits sont comptabilisés sur la base d'exercice.

**PARTI LIBRE**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

**2- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ( suite)**

**Apports reçus sous forme de services**

Le fonctionnement du Parti dépend, en grande partie, des services de plusieurs bénévoles. Du fait que le Parti ne se procure normalement pas ces services contre paiement et qu'il est difficile de faire une estimation de leur juste valeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

**Trésorerie et équivalent de trésorerie**

La politique du Parti consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et

<b>3- DÉBITEURS</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	\$	\$
Directeur général des élections:		
Revenus d'appariement	3 250	50
Remboursement des frais d'audit	1 437	2 070
	<b>4 687</b>	<b>2 120</b>

<b>4- IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2020</b>			<b>2019</b>
	<b>Coût</b>	<b>Amortissement cumulé</b>	<b>Valeur nette</b>	<b>Valeur nette</b>
	\$	\$	\$	\$
Équipement informatique	1 821	469	1 352	654

L'équipement informatique est comptabilisé au coût et est amorti en fonction de sa durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement dégressif à taux constant, au taux de 30%.

<b>5- CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	3 104	4 312
Contributions à rembourser au DGEQ	2 350	900
Intérêts courus	34	34
	<b>5 488</b>	<b>5 246</b>

**PARTI LIBRE**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

---

**6- ÉVENTUALITÉ**

---

À la suite d'une vérification des revenus de contribution du Parti libre par le service de conformité en financement politique, certaines contributions sont présentement sous enquête pour les exercices terminés le 31 décembre 2018, 2019 et 2020. Le Parti pourrait devoir rembourser des contributions ainsi que des revenus d'appariement qui lui ont été alloués pour ces années. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de l'enquête et le montant que le Parti pourrait devoir rembourser. Aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers.

---

**7- INSTRUMENTS FINANCIERS**

---

**Risques financiers**

Le Parti, par l'intermédiaire de ses instruments financiers, est exposé à divers risques, sans pour autant être exposé à des concentrations de risque. L'analyse suivante décrit l'exposition du Parti aux risques au 31 décembre 2020.

**Risque de liquidité**

Le Parti est exposé à ce risque principalement en regard à ses créanciers et frais courus.

---

## Annexe 1

**PARTI LIBRE**  
**ÉTABLISSEMENT FINANCIER**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<b>Nom et adresse</b>	<b>Succursale</b>	<b>Numéro de compte</b>
TD Canada Trust 1010 chemin Avila Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R3	4924	

## PARTI LIBRE

 CADRE DE RÉFÉRENCE RELATIF AUX SOURCES DE FINANCEMENT ET À L'UTILISATION DU FINANCEMENT  
 Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3), article 113, Bulletin B-1  
 Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2020

SOURCES DE FINANCEMENT							
Entités autorisées		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées
Financement du directeur général des élections	Référence à la Loi électorale	Annuelles \$	Électorales \$	Annuelles \$	Électorales \$		
Allocations	Section I, Chap. II	Art 82, 82.1	4 216,18	*		4 216,18	6,5%
Revenus d'appariement		Art 82.2	42 000,00	*			42 000,00
Remboursement des frais de vérification (audit)	Section IV, Chap. II Art. 112		1 437,17			1 437,17	2,2%
Remboursement des dépenses électorales	Tableau I			*		*	0,0%
<b>Total du financement du directeur général des élections</b>			47 653,35	*		47 653,35	73,9%
<b>Revenus autonomes</b>	Tableau I		16 800,00			16 800,00	26,1%
<b>Transferts des entités autorisées</b>	Tableau I						
<b>Total du financement du parti et des instances</b>			64 453,35	*		64 453,35	100%
<b>Financement total</b>			64 453,35				

UTILISATION DU FINANCEMENT								
Dépenses		Parti (Audité)		Instances (Non auditées)		Total entités autorisées \$	Pourcentage excluant les transferts entre entités autorisées	
		Annuelle \$	Électorale \$	Annuelle \$	Électorale \$			
Administration courante	Tableau II	51 998,36		*		51 998,36	80,7%	
Communication et diffusion d'un programme politique		9 765,00		*		9 765,00	15,2%	
Coordination de l'action politique		*		*		*	0,0%	
Transferts aux entités autorisées		*		*		*		
Dépenses ayant trait aux élections				*		*		0,0%
Autres dépenses			*		*		*	0,0%
<b>Total des dépenses du parti et des instances</b>		61 763,36	*	*	*	61 763,36	95,6%	
<b>Dépenses totales</b>		61 763,36						
<b>Excédent (insuffisance) du financement sur les dépenses</b>		2 689,99				2 689,99		
Annuelles : 2 689,99 \$ Électorales : - \$								
<b>Variation du financement par les postes du bilan</b>								
Augmentation (diminution) de la trésorerie	Tableau III	(332,91)		*		(332,91) \$	-0,5%	
Augmentation (diminution) des éléments du fonds de roulement autres que la trésorerie		1 970,90		*		1 970,90 \$	3,1%	
Acquisition (disposition) des actifs à long terme		1 052,00		*		1 052,00 \$	1,6%	
Diminution (augmentation) des emprunts à long terme		*		*		*	0,0%	
<b>Financement total utilisé</b>		64 453,35				64 453,35 \$	100%	

## Déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel

Je déclare que tous les renseignements contenus dans ce rapport sont vrais, exacts et complets.

28.04.2020  
Date

**PARTI LIBRE**

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2020

**TABLEAU I : REVENUS**

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	\$	\$	
<b>REMBOURSEMENT DES DÉPENSES ELECTORALES</b>				
<i>Avances et remboursements du directeur général des élections</i>	-	-	-	Ligne 5
<i>Moins : remboursement d'avances excédentaires</i>	-	-	-	Ligne 21
<b>Total du remboursement des dépenses électorales</b>	-	-	-	
<b>REVENUS AUTONOMES</b>				
<i>Contributions</i>	16 800,00	33 950,00	-	Ligne 1 (Annexe 3)
<i>Adhésions (cartes de membres)</i>	-	-	-	Ligne 2
<i>Revenus d'activités politiques</i>	-	-	-	Ligne 3
<i>Revenus accessoires</i>	-	-	-	Ligne 4
<i>Remboursement TPS/TVQ</i>	-	-	-	
<i>Intérêts gagnés</i>	-	-	-	Ligne 9
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-	-	-	Lignes 10 à 18
<i>Autres revenus (préciser)</i>	-	-	-	
<b>Total des revenus autonomes</b>	16 800,00	33 950,00	-	
<b>TRANSFERTS DES ENTITÉS AUTORISÉES</b>				
<i>Des instances au parti</i>				
<i>Cession du remboursement des dépenses électorales</i>	-	-	-	
<i>Autres revenus de transferts</i>	-	-	-	
<b>Total des transferts des instances au parti</b>	-	-	-	
<i>Du parti aux instances</i>	-	-	-	Ligne 6
<i>Entre instances</i>	-	-	-	Ligne 7
<b>Total des transferts</b>	-	-	-	

**TABLEAU II : DÉPENSES**

	\$	\$	\$	
<b>ADMINISTRATION COURANTE</b>				
<i>Salaires et charges sociales</i>				
<i>Direction générale et personnel d'encadrement</i>	-	-	-	
<i>Recrutement de membres et financement</i>	-	-	-	
<i>Personnel administratif et informatique</i>	-	-	-	
<i>Charges sociales</i>	-	-	-	
<b>Total partiel</b>	-	-	-	
<i>Honoraires et autres rémunérations</i>				
<i>Administration</i>	44 800,00	100 100,00	-	
<i>Vérification (audit)</i>	2 874,34	4 139,10	-	
<i>Juridiques</i>	-	-	-	
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	
<b>Total partiel</b>	47 674,34	104 239,10	-	
<i>Locaux et frais afférents</i>				
<i>Loyer</i>	-	-	-	Ligne 32
<i>Taxes foncières et assurances</i>	-	-	-	
<i>Entretien et réparations</i>	-	-	-	
<i>Chauffage et électricité</i>	-	-	-	
<i>Amortissement bâtiments et améliorations locatives</i>	-	-	-	
<i>Perte sur disposition d'immobilisation</i>	-	-	-	Ligne 36
<b>Total partiel</b>	-	-	-	
<i>Fonctionnement</i>				
<i>Télécommunications</i>	-	-	-	Ligne 33
<i>Secrétariat et frais de bureau</i>	574,88	752,34	-	Ligne 30
<i>Location et entretien des équipements</i>	-	-	-	
<i>Frais de déplacement et de représentation</i>	3 125,00	6 145,75	-	
<i>Amortissement mobilier et équipements</i>	354,00	115,00	-	
<b>Total partiel</b>	4 053,88	7 013,09	-	
<i>Frais financiers</i>				
<i>Intérêts sur emprunts</i>	-	34,00	-	Ligne 20
<i>Frais de service et d'administration</i>	270,14	335,77	-	Ligne 35
<b>Total partiel</b>	270,14	369,77	-	
<i>Autres (préciser)</i>	-	-	-	Lignes 37 à 41
<b>Total administration courante</b>	51 998,36	111 621,96	-	

TABLEAU II : DÉPENSES (suite)

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Rapports financiers cumulés des instances (exercice courant) Non audité	Référence: État des résultats d'une instance autorisée
	\$	C	\$	
<b>COMMUNICATIONS ET DIFFUSION D'UN PROGRAMME POLITIQUE</b>				
Rémunération : salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Publicité	-	-	-	Ligne 31
Réseaux sociaux et sites Web	390,00	2 430,00	-	
Relations publiques	-	-	-	
Frais de déplacement et de représentation	9 375,00	18 437,25	-	
Amortissement logiciels et sites Web	-	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
<b>Total communications et diffusion d'un programme politique</b>	<b>9 765,00</b>	<b>20 867,25</b>	<b>-</b>	
<b>COORDINATION DE L'ACTION POLITIQUE</b>				
Rémunération : salaires, honoraires et charges sociales	-	-	-	
Activités de financement	-	-	-	Ligne 25
Activités politiques	-	-	-	
Frais de participation : réunions statutaires, congrès, comités (repas, transport, etc.)	-	-	-	Ligne 29
Autres (préciser)	-	-	-	
<b>Total partiel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Dépenses de campagne à la direction	-	-	-	
Moins : Remboursement des dépenses de campagne (article 88, 9°)	-	-	-	
<b>Total partiel</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Total coordination de l'action politique</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>TRANSFERTS AUX ENTITÉS AUTORISÉES</b>				
Des instances au parti	-	-	-	Ligne 22
Du parti aux instances	-	-	-	
Cession de la réclamation du remboursement des dépenses électorales	-	-	-	
Autres dépenses de transfert	-	-	-	
<b>Total des transferts du parti aux instances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
Entre instances	-	-	-	Ligne 23
<b>Total des transferts aux entités autorisées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>DÉPENSES AYANT TRAIT AUX ÉLECTIONS</b>				
Transferts aux agents officiels	-	-	-	Ligne 24
Dépenses préélectorales	-	-	-	Ligne 27
Dépenses postélectorales	-	-	-	Ligne 28
Dépenses électorales attribuables aux agents officiels	-	-	-	Ligne 26
Moins : Dépenses remboursées par les entreprises médiatiques	-	-	-	
Dépenses électorales remboursées par les agents officiels	-	-	-	
Fermeture du fonds électoral	-	-	-	Ligne 8
Autres : (préciser)	-	-	-	
<b>Total des dépenses ayant trait aux élections</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>AUTRES DÉPENSES</b>				
Contributions non conformes d'un exercice précédent	-	-	-	Ligne 34
Amendes et pénalités	-	-	-	
Dons, cadeaux, soirées hommages, etc.	-	-	-	
Autres (préciser)	-	-	-	
<b>Total autres dépenses</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	
<b>Total des dépenses du parti et des instances</b>	<b>61 763,36</b>	<b>132 489,21</b>	<b>-</b>	

TABLEAU III : ÉTAT DE LA TRÉSORERIE

	Parti (exercice courant) Audité	Parti (exercice précédent) Audité	Variation cumulée des instances Non audité
	\$	\$	\$
Encaisse (découvert d'encaisse)	132,73	465,64	-
Petite caisse	-	-	-
Placements encaissables sur demande	-	-	-
Marge(s) de crédit bancaire	-	-	-
<b>Total de la trésorerie</b>	<b>132,73</b>	<b>465,64</b>	
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(332,91)</b>	<b>-</b>

**Déclarations pour le rapport financier d'un parti autorisé****Signature et déclaration du représentant officiel**

Je, Manon Girard  
Prénom Nom

représentant(e) officiel(le) du parti politique autorisé Parti Libre  
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. La sollicitation de contributions n'a été faite que sous ma responsabilité ou par l'entremise des personnes que j'ai désignées par écrit conformément à la Loi électorale (LE).
2. Toutes les contributions recueillies ont été versées par des électeurs en conformité avec les dispositions de la section II du chapitre II de la LE.
3. Tous les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti sont inscrits au présent rapport.
4. Toutes les sommes recueillies pour le parti ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti et sont conformes à la Loi.
5. Si applicable, toutes les sommes reçues du directeur général des élections ont été déposées à même le ou les comptes bancaires ouverts au bénéfice du parti.
6. Je confirme que l'allocation a servi à payer les dépenses se rapportant notamment à l'administration courante du parti, à la diffusion du programme politique, à la coordination de l'action politique des membres ou des sympathisants et aux dépenses électorales. L'allocation a également servi à rembourser le capital des emprunts (art. 83).
7. Les prêts obtenus et les cautions signées relativement à ceux-ci sont conformes à la Loi. Notamment, lorsque ces prêts proviennent d'un électeur, ils ont été versés à l'aide d'un chèque personnel de celui-ci, volontairement, sans compensation ni contrepartie, et ils ne feront pas l'objet d'un quelconque remboursement autrement que ce qui est prévu à l'acte d'emprunt.
8. Toutes les dépenses que j'ai faites ou autorisées, ainsi que celles du ou des délégués, le cas échéant, à l'exception des dépenses électorales, sont inscrites au rapport financier et ont été engagées conformément aux exigences de la Loi.
9. Toutes les sorties de fonds ont été acquittées à même le ou les comptes bancaires inscrits au présent rapport financier, à l'exception des dépenses électorales.
10. Aucune dépense n'a été acquittée en argent comptant, à l'exception de celles provenant d'une petite caisse constituée à même le fonds du parti, sous la responsabilité de la représentante officielle ou du représentant officiel.
11. Toutes les dépenses ont été engagées au prix courant du marché. De plus, un reçu de contribution a été remis pour tout bien ou service fourni gratuitement par un électeur, à l'exception du travail bénévole.
12. Les personnes ayant effectué du travail bénévole au sens de l'article 88 (1) au cours de la période l'ont fait personnellement et volontairement, et le fruit de ce travail a été fait sans compensation ni contrepartie.
13. Les renseignements contenus dans le présent rapport ainsi que ses annexes sont vrais, exacts et complets.

le 28-04-21  
Date



### Signature et déclaration du chef de parti

Je, Michel Lederc  
Prénom Nom

chef du parti politique autorisé Parti Libre  
Nom du parti politique autorisé

déclare ce qui suit :

1. J'ai été informé(e) des règles de financement.
2. J'ai rappelé aux personnes autorisées à solliciter des contributions l'obligation de respecter les règles de financement.
3. J'ai été informé(e) des pratiques de sollicitation de mon parti et juge qu'elles sont conformes à la Loi.
4. Je déclare avoir transmis à la représentante officielle ou au représentant officiel toute l'information financière pour lui permettre de dresser ce rapport.
5. J'ai pris connaissance du rapport et j'ai obtenu tous les éclaircissements nécessaires sur son contenu.
6. Je prends acte de la déclaration de la représentante officielle ou du représentant officiel.
7. Je vous confirme qu'à ma connaissance, la représentante officielle ou le représentant officiel a réalisé son mandat en conformité avec la Loi.

le 29 4 2021  
Date